

JOURNAL DE ROUBAIX

POLITIQUE, COMMERCE, INDUSTRIE

ANNONCES JUDICIAIRES, ADMINISTRATIVES & COMMERCIALES

BULLETIN COMMERCIAL DE ROUBAIX ET TOURCOING

Ce journal paraît les Mercredi, Vendredi et Dimanche.
 Il est distribué en ville dans la soirée qui précède sa date.

ABONNEMENT : { Pour Roubaix, 25 francs par an.
 } 14 six mois.
 } 7 50 trois mois.

Les lettres, réclamations et annonces doivent être adressées au rédacteur-gérant,
 bureau du Journal, Grande-Rue, 56.

On rend compte des ouvrages dont l'auteur dépose deux exemplaires.

On s'abonne et l'on reçoit les annonces, à Paris, chez
 MM. LAFFITTE, BULLIER et C^{ie}, 20, rue de la Banque.
 Le JOURNAL DE ROUBAIX est seul désigné pour la
 publication des annonces de MM. HANAS, LAFFITTE,
 BULLIER et C^{ie}, pour les villes de Roubaix et Tourcoing.

ROUBAIX

6 février 1862.

BULLETIN POLITIQUE.

Une lettre de Berlin relate le bruit que l'Angleterre, pour s'assurer l'alliance de l'Autriche, en vue des complications qui peuvent naître en Orient, a offert à cette puissance de lui garantir la possession de la Venétie. L'Autriche n'aurait pas encore accepté cette offre et demanderait davantage.

Le gouvernement prussien serait décidé, dit-on, à créer un consulat général dans les Principautés danubiennes. Il serait question aussi, mais éventuellement, de consulats à établir dans l'Asie orientale.

On mande maintenant de Rome que la cour pontificale et M. de Kisseloff discutent la question de la nonciature et les bases d'un concordat avec la Russie. Le Pape réclame vivement, paraît-il, la liberté du culte catholique en Pologne et en Russie, et la cessation du joug que le gouvernement séculier fait peser sur l'Eglise dans ces deux pays.

L'opinion nationale rappelle les intrigues ourdies contre nous par les Anglais à Madagascar, puis elle ajoute par l'organe de M. Bonneou :

« Nos voisins commencent à nous faire la même guerre sourde et souterraine. Radama II, fils de Radama I^{er}, a pris, à leur instigation, non-seulement le titre de roi des Hovas, mais celui de roi de Madagascar, comme s'il pouvait y avoir dans l'île un autre souverain que celui de la France !

Radama II ose prendre ce titre à la face de l'Europe. Il adresse à Londres une supplique pour prier le gouvernement de recevoir à l'Exposition universelle les produits de son royaume et le *Moniteur* reproduit ce document dans lequel Radama II parle en souverain d'une terre qui nous appartient.

C'est trop de longanimité dans une question d'une telle importance. »

La presse péruvienne brise déjà des lances contre les infâmes alliés : Espagne, France et Angleterre ! *El Chulaco*, de Callao, dans son numéro du 16 décembre, n'a pas d'expressions assez fortes pour flétrir l'expédition de ces vandales qui veulent, dit-il, conquérir le Mexique et jeter dans l'esclavage tout le continent américain. scandale inouï en plein XIX^e siècle !

Au reste, le sort réservé à l'expédition anglo-franco-espagnole ne peut qu'être fatal. C'est *el Chulaco* du 24 décembre qui le dit :

« L'expédition, s'écrie-t-il, trouvera au Mexique et dans l'Amérique du Sud, le tombeau de la tyrannie et du despotisme. Le monde nouveau, le monde de Colomb, fera voir à l'ancien monde, qu'un homme libre, même sans armes, est plus fort qu'une légion d'esclaves. » Il est à croire, ajoute notre correspondant, que les zouaves français riraient bien s'ils lisaient ces lignes pompeuses du *Chulaco*. Mais il n'est pas moins vrai que l'américanisme du général Castillo a surexcité au plus haut point tous les cerveaux péruviens.

On écrit de la Vera-Cruz, le 24 janvier, au journal *la Espana*, de Madrid :

« Aujourd'hui, on a reçu la nouvelle qu'à quelques lieues de la Vera-Cruz, la voiture de l'ambassadeur français a été pillée par une bande de guérillas mexicains ; on dit de plus que les papiers des légations de France et d'Espagne qu'apportait cette voiture, ont été brûlés et que 100.000 écus que portaient les fourgons de sa suite ont été volés.

Au départ du général Uruga et du général de la Llave, on avait dit que ces généraux mexicains allaient fortifier le passage de Chiquihuite, pour nous y enterrer tous. Mais on a su depuis par les espions qui se sont rendus auprès de la division espagnole, qu'ils avaient cru plus prudent de continuer leur fuite plus loin. Il est cependant vraisemblable qu'ils ont le projet de miner quelques points de la route. »

Une correspondance de New-York fait pressentir la prochaine retraite des secré-

taires de l'intérieur, de la marine et des postes. Ces modifications ministérielles n'auraient pas pour origine des dissentiments politiques au sein du cabinet, mais des désordres administratifs.

Le gouvernement tient la main au cours forcé du papier avec une rigueur croissante.

J. REROUX.

On écrit de Londres, 3 février :

« Nous voilà à la veille de l'ouverture du Parlement ; je n'ai pas besoin de vous dire que la reine Victoria ne fera pas en personne l'ouverture de la session.

« L'arrangement pacifique des affaires américaines, la déclaration si solennelle de neutralité faite par le ministre des affaires étrangères ont abattu l'excitement et le grand tumulte soulevés par l'incident du *Trent*. On prétend même que le cabinet aurait l'intention de se présenter devant les Chambres en s'abstenant de tout programme ; cela est tellement contraire aux usages et à l'esprit parlementaire de la Grande-Bretagne, que je ne puis facilement me résoudre à le croire.

« Les nouvelles d'Amérique signalent la véritable situation des parties belligères. Il n'y a plus de doute, aujourd'hui, sur l'importance de la victoire remportée par le général Buell dans le Kentucky. Les confédérés, commandés par le général Zollioffer, occupaient une excellente position. Le général combinant ses forces avec celles du général Schofield et du général Thomas, réussit à forcer les retranchements et à déloger l'ennemi. Cet avantage livre aux fédéraux la route de Nashville. D'un autre côté, Mac Clellan suit avec une persévérance imperturbable son plan et resserre son cercle autour de l'armée du Retheil, qui n'aura plus qu'un seul point pour livrer bataille, ce qui est un désavantage. La difficulté de cette situation commence à être comprise à Richmond, et on demande à grands cris que Beauregard prenne une décision et se porte sur l'Ohio. Ce serait une manœuvre peut-être bien imprudente, et qui, en cas d'échec, ruinerait à tout jamais la cause du Sud.

« Le comité d'enquête du congrès avait récemment appelé devant lui un des généraux sous les ordres du général Mac-Clellan et lui avait demandé si le commandant en chef avait arrêté un plan d'opérations. Assurément, répondit le général interrogé. — A-t-il été soumis à un conseil de guerre ? Oui. — Le connaissez-vous ? — Je le connais. — Pouvez-vous le communiquer au comité ? — Non, à moins d'un ordre formel de mon général. » Le comité

comprit qu'il avait été trop loin et fit recourir le général avec beaucoup de politesse.

« Le congrès est décidé à mettre un terme aux abus et aux fraudes qui ont été commis dans les fournitures de l'armée du Potomac sur une échelle véritablement scandaleuse et qui rappelle les concussion des fournisseurs autrichiens pendant la campagne d'Italie. Il a été présentée une motion au congrès qui propose d'appliquer la peine de mort aux crimes de ce genre. Il fallait que le mal fût bien grand pour qu'on en vienne à de pareilles extrémités. »

M. COBDEN ET L'AMÉRIQUE.

Dans un meeting tenu à la Chambre de commerce de Liverpool, il a été donné lecture de la lettre suivante adressée par M. Cobden à M. Norsfall, M. P.

« Cher Monsieur Norsfall,
 « La question des droits des belligérants à la discussion de laquelle vous avez pris part plusieurs fois à la Chambre, doit se représenter pour être résolue, je l'espère, dans la prochaine session. Il me paraît clair que si les articles de la conférence de Paris concernant les droits des neutres doivent avoir force de droit international, sur quoi je suppose que personne, excepté M. Bentinck, n'a exprimé de doute, l'intérêt de l'Angleterre, je ne dis pas assez, une nécessité vitale pour elle, est de se rallier à la doctrine américaine, touchant la propriété privée en mer, même à l'égard des navires armés de l'Etat. Et c'est une chose également claire pour moi, que nous devons aller plus avant, comme l'a suggéré le gouvernement de M. Buchanan, et nous concerter pour mettre fin au blocus. Il est désirable que ces questions soient discutées à fond par les chambres de commerce, particulièrement par celle de Liverpool, avant d'être soumises au Parlement. J'espère que notre chambre s'en est occupée. »

Malgré tout ce qu'on dit, principalement sur la foi des assertions de sir Robert Peel, pour nier la misère qui règne dans l'ouest et le sud de l'Irlande, le cri des victimes a retenti d'un bout à l'autre du pays. Il est probable et même presque certain, écrit-on de Dublin, lundi, au *Standard* du 4 février, que si vos colonnes impartiales se rendent l'écho de ce cri, la bienveillance du public se préoccupera davantage de la triste situation des victimes de la famine, et que cela produira plus d'effet que toutes

les déclamations qui, pendant les précédents mois, ont paru dans la *Nation* et autres journaux de la même farine. (Standard.)

Le *Globe* se prononce dans le même sens que le *Morning-Post* sur les affaires mexicaines :

« Il paraît décidément, dit-il, que la couronne du Mexique a été offerte à l'archiduc Maximilien, du moins le bruit de cette offre a pris récemment plus de consistance. Le secrétaire de l'archiduc autrichien est parti pour le Mexique, et l'archiduc lui-même a, dit-on, l'intention d'en faire autant. L'intervention active prend donc désormais une tournure plus décidée et promet d'amener à la fondation d'un royaume mexicain à la suite de l'occupation du pays et de la capitale.

« Quant à ce qui regarde la Grande-Bretagne, elle adhère, pour sa part, à la convention dans son sens le plus limité. En la signant, elle n'avait point d'arrière-pensée ; elle n'en a pas maintenant, non plus. Son habitude n'a jamais été de s'engager dans l'œuvre hasardeuse de renverser et d'élever des gouvernements. Mais, tout en restant fidèle à sa manière d'envisager les choses, elle serait heureuse de voir un gouvernement sain, vigoureux et solide établi dans une contrée si bénie de Dieu, et si désolée par l'homme.

« Il y a longtemps qu'il est manifeste que l'occupation de Vera-Cruz ne pouvait pas résoudre la question mexicaine. Le président Juárez, nous dit-on, a déterminé à rester sur la défensive et Uruga a réuni ses forces telles qu'elles étaient à Jalapa. La garnison de Tampico fera ce que n'a pas fait celle de Saint-Jean-d'Ulloa, elle résistera, et une république de mépris qui n'a pas su contenir sur ses frontières les Comanches, les Navajos et les Apaches, ni maintenir dans la subordination des généraux ambitieux, est sur le point de délier les forces de la France, de l'Angleterre et de l'Espagne.

« La seule justification de votre intervention, c'est l'incapacité des autorités républicaines à remplir leurs devoirs, et une fois qu'ils seront engagés dans une guerre qui occasionne des dépenses, ce sera aux alliés à prendre les mesures qu'ils jugeront capables d'assurer ce qui n'existe pas aujourd'hui, un gouvernement pacifique, régulier et honorable. »

Londres, le 4 février.

Le *Morning-Post* contient un article ainsi conçu :
 « Nous avons des raisons de croire que

FEUILLETON DU JOURNAL DE ROUBAIX DU 7 FÉVRIER 1862.

— N° 6. —

L'EMPIRE DES CONVENANCES

OU

LES DEUX AMIS.

Sans se bercer de cet espoir, d'Orgemont se persuada que le dépit viendrait chez sa fille au secours de la raison. Il n'en prit pas moins toutes les précautions possibles pour éviter de blesser un cœur qu'il voulait guérir ; cette tâche était difficile, et toute la tendresse paternelle était insuffisante pour la remplir. Ce fut en vain qu'en présence d'Henriette il affecta un air satisfait pour annoncer à madame d'Orgemont la nouvelle que le duc lui avait apprise, une émotion intérieure, et que tous ses efforts ne pouvaient déguiser, trahissait déjà ses discours. Il fut encore moins heureux lorsqu'il vint à prononcer le mot de mariage. Le visage d'Henriette se couvrit d'une pâleur mortelle, en entendant ajouter les noms d'Albert et de mademoiselle de Linancourt. Cette remarque fut à d'Orgemont la force de continuer, ou du moins, par une de ces inconsciences admirables qui ne se trouvent

que dans les cœurs paternels, il s'empressa de justifier Albert, pour adoucir le coup qu'il venait de porter. Le duc de Saint-Céran, ajouta-t-il, est attendri jusqu'aux larmes de l'obéissance de son fils. Le pouvoir de ce dernier mot eut en effet quelque chose de magique. Albert obéissait ! il croyait donc s'acquiescer d'un devoir envers son père. Ainsi ce n'était pas son choix, ce n'était pas son cœur, qui déterminaient cette résolution, ou pour mieux dire cette résignation ; telle fut l'idée juste et rapide qui se présenta à l'esprit d'Henriette. Elle ne la consolait pas, puisqu'elle lui donnait la certitude d'une séparation éternelle d'avec Albert, mais il ne méritait aucun reproche ; mais peut-être était-il malheureux ! et que de droits ce titre ne lui donnait-il pas à son intérêt, car tel était le seul sentiment que désormais elle osa s'avouer à elle-même.

Cet état de choses n'avait rien changé, comme on voit, aux dispositions intérieures de la famille d'Orgemont ; mais il en était résulté une différence sensible dans ses rapports extérieurs avec le duc. Ces rapports n'avaient jamais été refroidis, mais ils avaient été embarrassés. Aujourd'hui tout sujet de crainte cessait ; l'événement qui devait à jamais éloigner les deux jeunes gens, servait en quelque sorte à rapprocher leurs parents. Ils se voyaient, sinon sans affliction, du moins sans contrainte, et les amis avaient insensiblement repris l'habitude de se réunir soit chez l'un, soit chez l'autre.

La famille d'Orgemont avait un jour dîné chez le duc de Saint-Céran. Celui-ci, suivant son usage, avait défendu sa porte, car il ne voulait pas sacrifier les doux épanchements de l'amitié aux froides et banales conversations des *visites*. La soirée

s'avavançait, et déjà l'on pensait à se séparer, lorsqu'un mouvement extraordinaire se fit entendre dans l'antichambre. Un grand nombre de voix confuses s'élevaient à la fois. Bientôt à ce bruit succéda celui des pas de plusieurs personnes qui s'avançaient vers la porte de salon. Elle s'ouvrit, et à l'instant même Henriette jeta un cri. Le duc fit d'abord quelques pas en avant, et tout à coup il resta immobile de surprise et d'effroi. Est-ce bien Albert qui est devant ses yeux ? il le désire et le craint. Ses traits sont méconnaissables. Une seule chose s'y retrouve toujours, c'est l'expression d'une douleur que le temps n'a pu affaiblir. Pendant que toutes ces réflexions l'accablaient à la fois et le tenaient en suspens, une voix défaillante et dont le son bien connu vient bouleverser son cœur ne lui permit plus aucune incertitude. « Mon père ! s'écria Albert en se précipitant sur son sein, et en l'embrassant étroitement. — Non Albert ! dit le duc, et il le serrait contre son cœur. Dans quel état... il ne put en dire davantage. Oh ! mon ami, ajouta-t-il en se retournant vers d'Orgemont, comme s'il l'eût pris à témoin de la justesse de ses craintes et qu'il lui demandait de le rassurer à cet égard. Mon fils dit d'Orgemont en le pressant à son tour contre son cœur ; plus de chagrins, vous êtes avec le plus tendre des pères ; avec des amis qui ne pourraient supporter votre affliction. — Votre fils ! répondit Albert qui n'avait pris garde qu'à ce premier mot prononcé par d'Orgemont. Ah ! toujours... toujours, par le sentiment qui m'unit à vous... à madame d'Orgemont... Ici il s'arrêta, mais le regard si tendre, si expressif qu'il jeta sur Henriette prouva bien que le cri qu'il avait entendu à son arrivée

résonnait encore dans son cœur.

Cette scène inattendue laissa les impressions les plus vives dans l'âme de tous ceux qui en avaient été les témoins. Mais personne n'en fut plus affecté que le duc de Saint-Céran. Tourmenté des plus affreuses inquiétudes, il lui était impossible de concilier dans son esprit la tristesse dont son fils était accablé avec les intentions qu'il avait manifestées au comte de Valès. Il ne pouvait cependant mettre en doute la sincérité de ce dernier. En attendant, à quel parti devait-il s'arrêter ? Le marquis de Linancourt le pressait pour obtenir une réponse définitive. D'un autre côté, comment aborder une pareille question avec Albert dont l'état d'affliction démentait si positivement les discours qu'on en avait rapportés, et demandait les plus grands ménagements ? Après plusieurs jours passés dans cette irrésolution, le duc songea à questionner le vieux Dumont, et les détails dont celui-ci l'instruisit lui eurent bientôt donné explication de la mesure du comte de Valès et de la cause qui l'avait occasionnée.

Ce qu'il y put de singulier, c'est que le duc garda le silence sur cette découverte, même avec d'Orgemont. Celui-ci remarquait bien l'air pensif et préoccupé qui lui était devenu habituel depuis l'arrivée d'Albert, mais l'état de souffrance du fils ne suffisait que trop pour justifier les inquiétudes du père. Cependant il était facile de juger que le duc n'éprouvait pas seulement un chagrin profond, et qu'il flottait en quelque sorte entre les diverses réflexions dont il était assailli. D'Orgemont lisait sans peine sur son visage les divers mouvements de son âme, son attendrissement lorsqu'il regardait Albert, l'espoir, la tristesse et presque la colère,

lorsqu'il demeurait absorbé dans ses méditations. De temps en temps aussi ses regards restaient fixés sur Henriette, sans qu'il lui fut possible de les en détacher, et cependant il lui adressait rarement la parole. Tel fut pendant plus de deux mois l'état indéfinissable où il demeura. C'était pour la première fois qu'il gardait vis-à-vis de son ami un secret dont le poids retombait sur son cœur et semblait l'accabler.

Depuis son arrivée à Paris, Albert accompagnait de temps en temps son père dans la famille d'Orgemont, et y mettait toutefois la réserve que lui commandait l'étrange position dans laquelle il se trouvait. Un jour, le duc lui annonça qu'une affaire de la plus haute importance l'occupait vraisemblablement en ce moment de la soirée, et l'engagea à se rendre chez ses amis, où il devait aller le rejoindre. Albert ne s'y était pas encore présenté seul, et cette réflexion, qui s'offrit tout à coup à son esprit, le jeta dans un trouble dont il ne fut pas le maître. Si madame d'Orgemont n'était pas dans son salon ; s'il y trouvait Henriette seule, comme cela était arrivé quelquefois lorsqu'il y était allé avec son père, comment pourrait-il parler ? Préoccupé de cette pensée, il était déjà à la porte de M. d'Orgemont, et se faisait annoncer en tremblant, lorsqu'à sa grande satisfaction, ou peut-être à son grand regret, rien de ce qu'il avait prévu ne se vérifia. Henriette brodait à côté de sa mère, tandis que d'Orgemont était contre la cheminée ; l'apparition d'Albert seul fut presque un événement. Madame d'Orgemont lui fit néanmoins un sourire gracieux, Henriette rougit, et M. d'Orgemont lui avança un fauteuil auprès du feu.

L'espace d'embarras qu'avait causé l'ar-